

[Français]

M. Prud'homme: Alors, c'est la même procédure, monsieur le Président, en tant que député senior je ne fais qu'énumérer les pétitions, mais comme on en dépose tellement, les gens qui nous écoutent peuvent finir par se demander si...

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Je donne maintenant la parole à l'honorable député de Kamloops-Shuswap (M. Riis).

[Traduction]

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, je n'ai qu'une pétition à présenter aujourd'hui, mais elle vient d'un grand nombre de Canadiens qui sont d'avis que la désindexation des allocations familiales ne sera pas compensée par les changements du crédit d'impôt-enfants et que même les familles les plus pauvres seront dans une plus mauvaise situation en 1990, puisqu'elles perdront du terrain chaque année. Ils demandent donc à la Chambre des communes et au gouvernement de maintenir l'indexation intégrale des allocations familiales et de supprimer les augmentations d'impôts injustes qui figurent dans le dernier budget.

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, j'ai moi aussi une pétition signée par un certain nombre de femmes qui vivent et travaillent dans l'est de Vancouver. De l'avis des pétitionnaires, la désindexation des allocations familiales et les réductions de l'engagement public vis-à-vis des enfants est un atteinte injuste au bien-être des femmes et des familles, notamment celles dirigées par une femme seule, et elles prient la Chambre de maintenir l'indexation intégrale des allocations familiales et de retirer les augmentations d'impôts injustes.

[Français]

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard-Anjou): Monsieur le Président, moi aussi j'ai plusieurs pétitions à présenter de la part de résidents des circonscriptions fédérales de Gatineau, de Cardigan et de Malpèque dans l'Île-du-Prince-Édouard, et de Trois-Rivières. J'en ai aussi reçu des circonscriptions fédérales de Saint-Hyacinthe-Bagot, de Saint-Michel-Ahuntsic, de Montréal-Sainte-Marie, de Humboldt-Lake Centre en Saskatchewan ainsi que de Victoria-Haliburton en Ontario.

Monsieur le Président, toutes ces pétitions demandent humblement à la Chambre que le gouvernement du Canada rétablisse la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant.

M. le Président: Je peux peut-être indiquer à nouveau que la procédure adoptée par l'honorable député de Saint-Léonard-Anjou (M. Gagliano) est la bonne. C'est très bon. Je vous en remercie. La parole est à l'honorable député de Glengarry-Prescott-Russell (M. Boudria).

[Traduction]

L'AIDE AU SECTEUR DE LA CHAUSSURE

M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell): Monsieur le Président, j'ai également un certain nombre de pétitions. La

Recours au Règlement—M. Tardif

première est signée par 147 personnes de la circonscription de Glengarry-Prescott-Russell qui travaillent dans le secteur de la chaussure. La pétition demande au gouvernement de maintenir les contingents d'importation pendant cinq ans au moins, afin de protéger les emplois dans ce secteur.

La deuxième pétition est similaire, mais elle est signée par des employés d'une autre fabrique de ma circonscription, la société Brown Shoe. Elle porte 555 noms. Cela fait donc un total de 702 personnes de ma circonscription qui demandent de l'aide pour le secteur de la chaussure.

[Français]

LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET DU CRÉDIT D'IMPÔT-ENFANT

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, je voudrais moi aussi déposer un certain nombre de pétitions. La première vient de la circonscription de Gatineau et est signée par plusieurs dizaines de personnes. Il y en a aussi des circonscriptions fédérales de Saint-Hyacinthe-Bagot, de Chicoutimi, de Jonquière, de Northumberland-Miramichi au Nouveau-Brunswick, de Labelle, de Kitchener en Ontario, de Saint-Michel-Ahuntsic, de La Prairie, de Longueuil ainsi que de Hochelaga-Maisonneuve.

Tous les signataires de ces pétitions demandent au gouvernement de réinstaurer la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant.

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

M. Alain Tardif (Richmond-Wolfe): Un rappel au Règlement.

M. le Président: Un rappel au Règlement, l'honorable député de Richmond-Wolfe (M. Tardif).

* * *

LE COMPTE RENDU OFFICIEL

RECTIFICATION D'UN TITRE

M. Alain Tardif (Richmond-Wolfe): Monsieur le Président, hier, dans cette enceinte, j'avais l'occasion d'intervenir sur la question des contingentements de la chaussure, et dans le harsard, ce matin, il est titré ceci:

La nécessité de réduire les quotas

Alors, je voudrais, avec la permission du Président, qu'on rectifie, puisqu'il s'agit exactement du contraire. Cela devrait se lire: La nécessité de reconduire les quotas.

M. le Président: Je pense que le député parle du titre en fait que le harsard a donné à son discours?